

Focus EDD : Les axes stratégiques des territoires durables

Axes stratégiques	Principes
Sécurité hydrique	<p>En moyenne, en France, les usages de l'eau se répartissent à hauteur de 45% pour l'agriculture, 31% pour la production d'énergie, 20% pour le réseau domestique d'eau potable et 4% pour l'industrie. Cette répartition moyenne peut être très différente d'un territoire à l'autre. Il faut distinguer l'eau qui n'est que prélevée et qui retourne au milieu naturel après usage, de l'eau consommée qui n'est pas restituée. Une grande partie de l'eau prélevée (64%) sert au refroidissement des centrales thermiques et nucléaires, elle est restituée avec un réchauffement qui ne peut pas dépasser 2°C (norme environnementale).</p> <p>Dans certains territoires, l'eau a tendance à se raréfier, ce qui crée un stress hydrique¹ pour la population et nécessite de renforcer les stratégies coopératives entre les parties prenantes pour prioriser les usages et trouver des sources d'économie.</p> <p>En milieu urbain, les circuits d'eau domestique reposent sur un cycle artificiel qui consiste à prélever l'eau de son milieu naturel (captation en rivière ou dans les nappes phréatiques), la rendre potable (traitement par décantation, filtration, ozonisation et chloration puis contrôle), la stocker (châteaux d'eau ou réservoir), la distribuer dans les bâtiments (circuit de distribution), la collecter après usage (circuit de collecte des eaux usées), la retraiter (station d'épuration et d'assainissement), et la restituer sous forme épurée au milieu naturel. Ces circuits reposent sur une consommation énergétique qui représente 20% de celle de la consommation des infrastructures publiques d'un territoire (les défaillances énergétiques, vécues dans certains territoires, exposent à un risque majeur de pollution du milieu naturel). Par ailleurs, certains réseaux mal entretenus ont des fuites qui génèrent des pertes importantes². Le rendement moyen d'un réseau domestique est de 80% de restitution de l'eau au milieu naturel (en France, le réseau de distribution représente près d'un million de kilomètres de canalisation avec quelques fuites).</p> <p>La sécurité hydrique d'un territoire porte sur la qualité et la quantité d'eau. Dans de nombreux territoires, la quantité d'eau disponible a tendance à diminuer et sa qualité a tendance à se dégrader sous l'effet de polluants chimiques présents dans les sols, les rivières et les nappes phréatiques (plus la quantité d'eau diminue, plus la concentration de polluants augmente ce qui amène à des coupures d'eau liées au non-respect des normes sanitaires). Souvent, la gestion de l'eau dépasse le cadre du territoire et suppose une coopération élargie entre plusieurs territoires qui se trouvent sur le même bassin hydrographique³.</p> <p>Plusieurs pistes se dessinent pour garantir la sécurité hydrique d'un territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires en agriculture (ce qui a pour effet de faciliter le traitement de l'eau en amont de la distribution domestique et de réduire son coût), - interdiction du rejet des produits chimiques⁴ (non biodégradables) dans le réseau des eaux usées⁵ (ce qui a pour effet de faciliter le traitement en aval et de réduire son coût), - conversion des systèmes de traitement biologiques et mécaniques (ozonisation, chloration) en systèmes organiques (lagunage, épuration organique par les plantes) qui sont intégrés dans les espaces urbains, - recyclage des boues noires (épurées des polluants mais riches en nutriments) pour l'enrichissement et la fertilisation des sols⁶. <p>Lorsque l'environnement est très dégradé⁷, le réseau de distribution de l'eau domestique ne garantit plus la potabilité mais l'eau peut être utilisée pour les usages domestiques (hygiène corporelle, chasse d'eau, lavage du linge et de la vaisselle). Quand cette logique de relâchement des contraintes de potabilité du réseau domestique (avec maintien d'un contrôle strict sur les polluants chimiques et bactériologiques) est admise, les possibilités d'interconnexion en réseau des dispositifs de collecte d'eau de pluie peuvent être envisagées.</p>

¹ Le Maroc, par exemple, est un pays qui est particulièrement exposé au stress hydrique. Celui-ci ne touche pas que les agriculteurs, en milieu rural. L'année 2022 a été particulièrement éprouvante pour la population de la partie sud de la ville de Casablanca, qui connaissait des difficultés d'alimentation en eau liées à l'assèchement de la retenue d'eau du barrage Al Massira.

² En Guadeloupe par exemple, le réseau d'eau domestique est vétuste. Les pertes sont estimées autour de 60 à 70%.

³ La coopération entre la ville de New York et le territoire des Catskill (plateau des Appalaches) - bassin versant pour 90% de l'eau de la zone de captage – est exemplaire. Axée sur la qualité de l'eau, elle a consisté à développer un programme actif de conservation des écosystèmes forestiers et d'amélioration écologique des pratiques agricoles (suppression des intrants chimiques). La ville de New York a financé les conversions écologiques tout en assurant les débouchés en circuit court et indépendants aux agriculteurs (170 fermes, 32 magasins, 156 producteurs et 69 restaurants en réseau) ce qui a permis de réduire de moitié les coûts de potabilisation du réseau domestique de la ville.

⁴ Cela suppose l'interdiction de la vente et de l'usage de produits chimiques non biodégradables pour l'ensemble des utilisateurs du réseau : entreprises et particuliers, ce qui induit une conversion collective aux cosmétiques et aux produits d'entretiens ménagers biodégradables. Culturellement, cette approche signe la fin du « tout-à-l'égout ».

⁵ Les eaux usées deviennent principalement des eaux noires (celles qui proviennent des toilettes) auxquelles s'ajoutent des composants biodégradables.

⁶ Initialement, les éboueurs étaient chargés de l'évacuation des boues noires vers les terrains maraîchers en bordure des villes. Par extension, leur rôle s'est élargi à l'évacuation de l'ensemble des déchets ménagers. Par ailleurs, le « fumain » est l'appellation qui désigne le fumier humain. Il suppose un compostage des boues noires par des procédés similaires au fumier animal. En milieu rural, l'obtention de fumain par compostage est favorisée par la décomposition de la litière des toilettes sèches. Dans la logique, le produit issu de l'activité microbienne des intestins vient alimenter l'activité microbienne du sol.

⁷ C'est le cas de la ville de Fint, aux Etats-Unis mais aussi de nombreuses métropoles situées en Afrique ou en Asie. En France, sur les 150 litres d'eau distribués par jour et par personne par le réseau domestique, seul 1,5 litre est bu soit 1%.

Sécurité alimentaire	<p>La sécurité alimentaire désigne la capacité à se procurer une nourriture saine, suffisante et nutritive afin de satisfaire les besoins nécessaires pour mener une vie saine et active. Elle se compose de quatre dimensions : l'accès à la nourriture, sa disponibilité en quantités suffisantes, sa qualité nutritionnelle et sanitaire, ainsi que la stabilité des prix.</p> <p>La forte dépendance alimentaire des territoires remet en cause la sécurité alimentaire de leurs habitants. Certains territoires cherchent à développer leur souveraineté alimentaire, qui porte sur quatre composantes : la production agricole locale, la transformation locale, la distribution locale et la consommation locale. Ainsi, la souveraineté alimentaire est un mouvement de relocalisation de la chaîne alimentaire dans les territoires, qui est généralement voulue⁸ mais parfois subie⁹.</p> <p>En milieu urbain, la souveraineté alimentaire prend la forme d'implantations de jardins partagés¹⁰, gérés au niveau des îlots ou des quartiers, ou d'installations de fermes urbaines vivrières coopératives, dans la ville et sur sa ceinture périphérique¹¹. Les jardins partagés sont destinés à l'autoconsommation. Les fermes urbaines s'accompagnent d'un réseau de transformateurs¹² et de distributeurs locaux.</p> <p>Cependant, la souveraineté alimentaire dépasse largement le cadre urbain pour concerner l'ensemble d'un bassin alimentaire qui comprend souvent plusieurs territoires. La logique est alors de mettre en synergies tous les acteurs de la chaîne alimentaire locale¹³ selon une logique de bassin, ce qui permet d'identifier le système alimentaire local et de l'inscrire dans des échanges avec les autres territoires¹⁴.</p> <p>Par certains aspects, la souveraineté passe par une reprise foncière des sols dédiés à l'agriculture industrielle exportatrice sur le marché mondial. Cette reprise foncière peut difficilement se faire sans le soutien financier des banques éthiques qui drainent l'épargne solidaire. Les fortes hausses des prix des intrants et de l'énergie poussent aussi certains agriculteurs industriels à une reconversion en agroécologie qui est stimulée par les débouchés locaux. Cette reconversion conduit souvent à une diminution des surfaces exploitées, ce qui libère des parcelles pour les néo qui souhaitent s'installer en agroécologie.</p> <p>Enfin, la souveraineté alimentaire pose la question de l'achat de terres locales par des investisseurs étrangers¹⁵ pour des mises en culture visant à répondre à la demande alimentaire de leur pays. Cette logique d'accaparement des terres entrave la souveraineté alimentaire locale et reflète souvent le dépassement de la biocapacité du pays d'origine, ce qui peut se traduire par une insoutenabilité exportée.</p>
----------------------	--

⁸ Deux exemples francophones de relocalisation alimentaire sont la ville de Liège en Belgique (avec la Ceinture Aliment-Terre liégeoise constitué d'un réseau de coopératives pour la production, la transformation et la distribution alimentaire locale) et la commune de Mouans-Sartoux dans les Alpes Maritimes (éducation à l'alimentation bio et locale par le biais des cantines scolaires). La ville de Portland, en Oregon, témoigne aussi d'une relocalisation alimentaire réussie, s'inscrivant dans un contexte plus global de relocalisation de l'activité économique et de réaménagement urbain.

⁹ Il existe de nombreux exemples, abondamment documentés, de luttes subies pour la souveraineté alimentaire. Cuba, sous embargo des années 90, est un exemple qui illustre, à l'échelle d'un pays entier, les possibilités d'une agriculture locale sans intrants chimiques. Le Liban, qui ne parvient plus à assurer son approvisionnement en céréales, est un exemple récent qui illustre le retour à la terre d'une partie de la population pour des cultures vivrières issues de semences paysannes (contrairement à Cuba, la biocapacité du territoire libanais ne permet pas de nourrir la population mais le retour à la terre permet une limitation des importations). Un autre exemple est celui de la ville de Détroit qui, après l'effondrement économique des années 70-80 - qui a marqué la disparition des épiceries alimentaires et les supermarchés - a vu fleurir les fermes urbaines sur les friches de la ville (1500 fermes et jardins vivriers qui emploient ou occupent 16 000 personnes pour subvenir à 40% des besoins alimentaires de la ville).

¹⁰ Une surface de 100 m² de jardin potager permet de nourrir une personne.

¹¹ En 1900, Paris avait une ceinture maraîchère de 1 800 exploitations sur lesquelles travaillaient 9 000 maraîchers. Dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud, de nombreuses villes disposent de leur ceinture maraîchère.

¹² Pour la transformation, certains territoires décident d'implanter des cuisines coopératives, qui accompagnent souvent la mise en place d'une sécurité sociale alimentaire. Le savoir cuisiner s'est parfois perdu avec les habitudes de consommation des produits alimentaires transformés. Les études montrent que les populations défavorisées sont celles qui ont un moindre savoir pour cuisiner les produits alimentaires non transformés. Les cuisines coopératives fournissent des repas sains, équilibrés et à haute teneur nutritive mais diffusent aussi leur savoir-faire auprès des personnes les plus démunies qui participent aux activités.

¹³ Parmi les synergies, le retour à la terre des matières organiques résiduelles à la consommation des produits alimentaires par la ville est un enjeu de durabilité. La ville de San Francisco est pionnière dans le retour à la pratique généralisée du compostage urbain. La collecte des déchets verts est obligatoire. La municipalité se charge de produire la poudre issue du compostage qui permet de fertiliser sa ceinture agricole.

¹⁴ En France, les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont des outils destinés à réunir les différents acteurs d'un territoire pour développer l'autonomie alimentaire. Il existait 293 PAT en 2021 qui sont majoritairement portés par les intercommunalités et dont les effets sont mitigés. La métropole lyonnaise, par exemple, a pour objectif d'atteindre les 15% d'autonomie alimentaire (contre 5% actuellement). Des outils similaires existent au Royaume-Uni, au Canada ou au Brésil. Ils accordent une marge de manœuvre large aux acteurs locaux pour développer des réseaux locaux de résilience alimentaire.

¹⁵ Actuellement, les principaux pays qui pratiquent l'achat ou la location à durée indéterminée de terres agricoles à l'étranger la Chine, l'Inde ou les Emirats Arabes Unis. Cependant, le phénomène est ancien. Il subsiste de nombreux résidus de la colonisation occidentale dans de nombreux pays d'Afrique ou d'Amérique.

Sécurité écosystémique	<p>Les habitants d'un territoire sont les parties prenantes d'un écosystème biologique qui leur fournit des services écosystémiques. Dans certains territoires, il arrive que les écosystèmes soient dégradés au point de ne plus fournir de services écosystémiques et de représenter une menace pour les habitants. Dans la grande majorité des cas, la dégradation est anthropique. Son origine peut être locale (destruction des écosystèmes par les habitants du territoire), de proximité (la dégradation provient des actions d'un territoire voisin) ou mondiale (effets du réchauffement climatique).</p> <p>La démarche de la sécurité écosystémique consiste à une restauration anthropique des écosystèmes. C'est l'action humaine qui permet la régénération des écosystèmes. Dans certains territoires fortement dégradés, le maintien de la population dépend de la capacité régénérative anthropique. Les actions régénératives les plus courantes consistent à lutter contre la désertification, se prémunir des incendies, des crues, des inondations et se protéger contre la hausse des températures. Dans les trois derniers cas, il est souvent nécessaire de revégétaliser des territoires qui ont été artificialisés et qui n'offrent plus de protections naturelles à la population. Beaucoup de zones urbaines développent la végétalisation des espaces pour atténuer l'effet des hausses de températures. Cette végétalisation va souvent de pair avec des systèmes autonomes de récupération des eaux de pluie. Enfin, la régénération des écosystèmes forestiers est nécessaire pour se prémunir du risque d'incendie.</p> <p>La sécurité écosystémique nécessite de porter une attention particulière à la régénération des sols, ce qui permet de lutter contre la désertification et de capturer le carbone. Les sols sont les fondations de tous les écosystèmes. La microbiologie des sols¹⁶ fait apparaître que 80% des organismes vivants qui les habitent se trouvent dans les 30 premiers centimètres de la couche supérieure. L'humus des sols abrite des vers de terre¹⁷, des colonies d'insectes, de champignons¹⁸ et de bactéries¹⁹ qui ont chacun leur spécialité pour découper, mélanger, enfouir et transformer la matière organique qui tombe sur le sol pour aboutir à des minéraux solubles dont se nourrissent les plantes. La destruction des sols est principalement de nature anthropique. L'utilisation d'intrants par l'agriculture industrielle conduit à la mort biologique des sols. Le labourage conduit à la destruction du réseau racinaire. Les sols détruits ne sont plus composés de terre mais de poussière sans aucune vie organique. Dans beaucoup de territoires, l'érosion des sols conduit à la désertification²⁰. De plus, les sols vivants, lorsqu'ils ne sont pas détruits, sont des puits de carbone qui permettent de capter le carbone de l'atmosphère²¹. La régénération des sols est ainsi devenue une urgence stratégique au niveau local²² (pour restaurer des sols fertiles)²³ et au niveau mondial²⁴ (pour augmenter les capacités de stockage du carbone).</p>
------------------------	--

¹⁶ Les sols sont des réacteurs biogéochimiques complexes dans lesquels les micro-organismes jouent un rôle majeur. Le microbiote d'un sol (qui peut être comparé au microbiote intestinal) est composé de l'ensemble des micro-organismes qui l'habitent (bactéries, microchampignons, protistes) qui ont des rôles très variés : humidification, minéralisation, mycorhization (association symbiotique entre les racines et les champignons), fixation de l'azote atmosphérique, défense des plantes, etc. Le réseau mycorhizien et le microbiote du sol forment un système d'interactions symbiotiques.

¹⁷ Un mètre carré de sol en bonne santé contient plus de 1 000 vers de terre, nécessaires à la décomposition de la matière organique et au maintien de l'humus. Les vers de terre, à eux seuls, pèsent plus lourd que tous les autres animaux de la terre. Sur un hectare de terre, il y a en moyenne 250 000 vers de terre, qui sont des laboureurs naturels en faisant transiter 500 tonnes de terre par an dans leur tube digestif, qu'ils rejettent sous forme de turricules (mélange très fertile de matières organiques et minérales).

¹⁸ Les mycorhizes (association entre un champignon et une racine) permettent aux plantes d'absorber les éléments nutritifs nécessaires à leur croissance.

¹⁹ Les bactéries fixent l'azote de l'air. Elles utilisent les molécules carbonées des plantes (issues de la photosynthèse) sous forme d'énergie pour fixer l'azote dans les nodosités des plantes.

²⁰ Les Etats-Unis ont connu le Dust Bowl dans les années 30 : une série de tempêtes de poussières à grande échelle (Oklahoma, Kansas, Texas) liée au sur-labourage des sols en période de sécheresse, qui avait transformé la terre en poussière (81 millions d'hectares de sols érodés). Cette catastrophe écologique et agricole a conduit à un exode rural et à la création d'une agence de la sauvegarde des ressources naturelles, la *Soil Conservation Service* devenue le *Natural Resources Conservation Service*.

²¹ Les sols vivants jouent un rôle important dans le stockage du carbone de l'atmosphère. Restaurer les sols détruits revient à rétablir des puits de carbone naturels. L'analyse des émissions de carbone anthropiques peut se faire en flux et en stock. Les émissions annuelles constituent les flux de carbone qui viennent alimenter le stock de carbone dans l'atmosphère (qui produit l'effet de serre). La surcharge de carbone d'origine anthropique qui produit l'effet de serre additionnel est estimée à 1 000 Gt. Cette surcharge produit ses effets même en cas de réduction des flux. Réduire les émissions de carbone est une action qui porte sur les flux et non sur le stock. A l'inverse, restaurer les puits de carbone permet de baisser le stock. La restauration des sols, combinée à la baisse des flux, pourrait ainsi permettre de baisser la charge de carbone anthropique.

²² Aux Etats-Unis, le mouvement de l'agriculture régénérative a été lancé à l'initiative du NRCS *Natural Resources Conservation Service*. Il consiste à convaincre les agriculteurs industriels (qui bénéficient des aides de l'Etat pour utiliser des intrants et sans lesquelles leur activité serait déficitaire) à passer à l'agriculture régénérative dont les principes sont l'absence de labour, la diversité des cultures, la préservation de la vie microbienne des sols, et la valorisation des synergies avec le bétail. Dans certaines régions du Dakota, la régénération des sols est devenue une priorité stratégique.

²³ En Chine, le plateau de Loess, qui était le berceau de l'agriculture et de la civilisation chinoise, a été en partie régénéré de 1994 à 2009 (36 000 km² désertiques ont été revégétalisés en permaculture). La surface est équivalente à une fois la Belgique plus deux fois le Luxembourg.

²⁴ L'initiative 4 pour 1 000 a été lancée par le ministère de l'agriculture français lors de la COP 21 qui s'est tenue à Paris. Elle consiste à augmenter les capacités de stockage du carbone par le sol, en régénérant les sols, à hauteur de 0,4% des surfaces existantes (soit 4 pour 1000), par le biais de pratiques agroécologiques.

Sécurité énergétique	<p>Les réserves fossiles sur lesquelles repose une grande partie de l'énergie nécessaire au développement et au maintien de l'activité économique de type thermo-industriel vont s'épuiser à moyen terme sur une échéance de 30 à 50 ans. La descente énergétique qui s'impose à l'activité économique a déjà commencé. Elle se manifeste par le renchérissement du coût des énergies fossiles (qui se diffuse à l'ensemble des produits dont les productions et/ou la distribution reposent sur l'utilisation d'énergie fossile) et par l'évolution amorcée des mix énergétiques vers des énergies non fossiles.</p> <p>Au niveau d'un territoire, la sécurité énergétique désigne la capacité à maintenir des sources énergétiques pour les besoins prioritaires. L'analyse des sources énergétiques se fait généralement à l'échelle du bassin énergétique qui recoupe souvent plusieurs territoires. Un bassin énergétique est une zone sur laquelle il existe un ensemble cohérent de sources énergétiques (éolien, solaire, hydraulique, biomasse, etc.) qui permet de définir un mix énergétique durable²⁵. Le vecteur d'énergie (qui permet de la distribuer) des énergies renouvelables est l'électricité. Les flux d'énergie sont principalement diffusés par le réseau électrique. Au sein d'un bassin énergétique, les territoires excédentaires alimentent ceux qui sont déficitaires.</p> <p>La descente énergétique suppose aussi d'avoir une démarche collective afin de prioriser les besoins. Au-delà des économies d'énergie qu'il est possible de réaliser²⁶, la sécurité énergétique conduit à définir les besoins énergétiques indispensables à l'activité du territoire. Cette démarche conduit à privilégier les utilisations collectives (santé, éducation, transports collectifs, etc.) au détriment des usages privés (mobilités individuelles par exemple) selon un principe de mutualisation énergétique.</p>
Synergies locales	<p>La grande transformation qui a commencé à s'opérer à partir du mouvement des enclosures met en évidence une dynamique sociale au sein de laquelle l'activité économique d'un territoire ne se fait plus au profit de la population du territoire mais pour alimenter le marché mondial (et donc la population des autres territoires). La logique des acteurs ne les conduit pas à envisager leur activité économique en termes de contribution au territoire mais en termes de gains obtenus sur les marchés mondiaux. La grande accélération qui s'est opérée à partir des années 1990 a conduit à une généralisation de cette logique sur une grande partie des territoires de la planète avec des échanges totalement déséquilibrés qui font que certains territoires fortement dotés en ressources bénéficient très faiblement des richesses produites.</p> <p>La logique de la durabilité veut que l'activité économique d'un territoire se fasse prioritairement au profit de sa population²⁷. L'activité économique se construit selon les contributions individuelles de chacun des acteurs qui entrent en synergies les uns avec les autres. Les producteurs cherchent à répondre à des besoins de la population du territoire. Les artisans et les industries produisent en utilisant les ressources locales. Les commerçants - dont la fonction est d'assurer la distribution des productions aux habitants - construisent leurs assortiments en fonction de la production locale. Les banquiers financent les activités économiques locales, etc. Cet enchevêtrement d'interactions complexes prend la forme d'un microbiote économique territorial²⁸ qui repose sur la contribution de chacun au développement de tous. Les échanges et interactions entre les différents acteurs économiques de ce microbiote sont favorisés par l'utilisation de monnaies locales. De nombreuses monnaies locales ont été développées sur les territoires²⁹. Leur succès repose sur la confiance et sur leur capacité à financer les activités économiques locales³⁰.</p>
Réseau d'interdépendances avec les autres territoires	<p>Les territoires durables sont tous interdépendants les uns des autres. Les interdépendances sont croisées. Un territoire en déficit pour une ressource dépend d'un autre qui est excédentaire mais la dépendance peut être inverse pour une autre ressource. Pour chaque territoire, l'excédent de ressources permet d'obtenir, par échanges avec les autres territoires, des ressources déficitaires. Ainsi, la logique de contribution de chacun des acteurs, à l'activité économique d'un territoire, se retrouve à l'échelle des échanges entre territoires. Les excédents d'un territoire sont sa contribution aux besoins des autres territoires. Si l'activité économique, entre acteurs au niveau d'un territoire prend la forme d'un microbiote économique, l'enchevêtrement des interactions complexes entre territoires prend celle d'un microbiote économique. Ce microbiote est le réseau des échanges économiques durables entre les territoires.</p>

Ce focus est extrait de l'ouvrage
 Guide pratique pour l'éducation au développement durable De Boeck Supérieur 2023
<https://www.deboecksuperieur.com/site/351387>
 Avec l'autorisation des Editions De Boeck Supérieur pour la diffusion sous forme de ressources éducatives libres (REL) de quelques focus. Les autres sont à découvrir dans l'ouvrage.

²⁵ La question de la durabilité du mix énergétique est complexe car elle se heurte à la contrainte matière qui fait que les technologies d'énergies renouvelables exercent une empreinte matière sur des ressources qui sont épuisables et qui ne sont pas nécessairement disponibles à grande échelle (leur généralisation à l'échelle de la planète n'est pas possible avec l'effet parc).

²⁶ Les différents scénarios d'anticipation de la descente énergétique s'accordent sur les sources d'économie d'énergie : rénovation thermique des bâtiments, relocalisation de l'activité économique, mobilités douces, sobriété numérique, etc.

²⁷ La très grande majorité des activités économiques nécessaires pour subvenir aux besoins d'une population peut se faire à l'échelle d'un territoire. Outre le retour à l'agriculture paysanne, de nombreux secteurs d'activité économique ont entamé un processus de relocalisation. Dans certains cas, la relocalisation se heurte à la perte de savoir-faire liée aux délocalisations. L'exemple le plus frappant est celui du textile en France. Les productions de lin et de chanvre commencent à se développer mais la (re)création de la filière se heurte à la disparition du savoir-faire artisanal et industriel en aval.

²⁸ L'image du microbiote est adaptée pour illustrer les réseaux d'économie locale. Ceux-ci se développent par essaimage en entretenant des liens tentaculaires les uns avec les autres.

²⁹ Les systèmes d'échanges locaux (SEL) permettent des échanges de biens et services entre personnes d'un même territoire. Chaque SEL a sa propre unité d'échange. Les monnaies locales visent à créer un système d'échange global à l'échelle d'un territoire. Beaucoup de monnaies locales se sont créées lors de crises économiques afin de renforcer la résilience des territoires (Wörgl en Autriche, banque WIR en Suisse, en Espagne, en Argentine). Il existe actuellement 2500 systèmes de monnaie locale dans le monde dont environ 80 en France (l'Éusko au Pays-Basque, la Roue en Provence, l'Agnel en Normandie, la Gonette à Lyon, le Soudaqui dans les Pyrénées Orientales, etc.)

³⁰ Tant que les monnaies locales se limitent à structurer les échanges, leur circulation atteste d'une économie stationnaire. Les possibilités de création monétaire en monnaie locale stimulent le développement économique local (puisque les achats générés par la création monétaire ne peuvent se faire que pour des ressources locales).